



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/TB-YA

**Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la
société Les Sablières des Hauts-de-France relatives au changement
d'exploitant et à la poursuite de l'exploitation de sa carrière de sable
et d'argile du « Bois de Flines » à FLINES-LEZ-RACHES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 22 octobre 2018 relatif à l'exploitation de carrière soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockages de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 autorisant la société SA Carrière Dhainaut à exploiter pour 15 ans l'extension de la carrière de sable et d'argile du Bois de Flines sur la commune de Flines-lez-Râches ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique sur la demande présentée par la société SARL Les Sablières des Hauts-de-France relative à la modification de raison sociale du bénéficiaire de l'autorisation environnementale et à la prolongation de la durée d'autorisation environnementale pour l'exploitation de sa carrière située à FLINES-LEZ-RACHES ;

Vu la demande du 22 décembre 2021 de l'exploitant de changement de la raison juridique et sociale de la SA carrière Dhainaut pour devenir la SARL Les Sablières des Hauts-de-France ;

Vu la demande de l'exploitant, présentée par courrier du 11 août 2023, accompagnée du dossier du 9 août 2023 complétée le 26 février 2024, sollicitant la prolongation de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 7 ans ;

Vu le rapport du 24 mars 2024 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement portant sur le projet susvisé et proposant la mise en procédure de participation du public par voie électronique ;

Vu les observations et avis exprimés lors de la participation du public par voie électronique ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 2 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission susvisée formulée par courriel 3 juillet 2024 ;

Vu le rapport du 4 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. les conditions légales de délivrance de l'autorisation de changement d'exploitant sont réunies, notamment celles des articles L. 516-1 et R. 516-1 du code de l'environnement et de l'article 43 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009 susvisé ;
2. la demande de prolongation porte sur 5 années supplémentaires d'extraction et 2 années supplémentaires pour la remise en état, soit sur la prolongation de 7 années supplémentaires au total ;
3. la surface d'extraction est réduite à 13ha 58a 86ca afin d'éviter une zone de 20 114 m² au nord qui présente des enjeux écologiques forts ;
4. l'absence de modification des conditions de remise en état ;
5. l'absence de modification des méthodes d'exploitation ;
6. la nécessité d'adapter les prescriptions de l'exploitation de la carrière du « Bois de Flines » de sable et d'argile à Flines-lez-Râches ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Portée de l'autorisation

1.1 - La société SARL Les Sablières des Hauts-de-France, dont le siège social est situé, 11 boulevard des Alliés 59148 FLINES-LEZ-RACHES, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de sable et d'argile située au lieu-dit « Bois de Flines » sur le territoire de la commune de Flines-lez-Râches.

1-2 - Cette société se substitue d'office à la société SA DHAINAUT dans l'intégralité des droits et obligations attachées à l'autorisation d'exploiter délivrée par l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009.

Article 2 – Modification de l'article 3 du chapitre II de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009

L'article 3 du chapitre II de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009 est complété par les prescriptions suivantes :

Le panneau d'information, doit être mise à jour et complété dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour remettre à jour l'identification du nouvel exploitant et les référence du présent arrêté.

Article 3 – Modification de l'article 1.5 du chapitre I de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'article 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

1.5 - Périmètre d'extraction

À l'intérieur des périmètres d'autorisation, les périmètres d'extraction PE Nord et Est portent sur les parcelles figurant dans l'annexe '1 de l'arrêté d'autorisation du 06 juillet 2009, et représente une superficie totale de 13ha 58a 86 ca. Ils sont repérés par les points suivants figurants sur le plan de l'annexe 2 du présent arrêté :

- PE Nord, point 17 à 22 ;
- PE Est, point 23 à 34.

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 indique par parcelle les informations suivantes : section, lieu-dit, numéro, superficie cadastrale, surface dans le PA, surface dans le PE, propriétaire.

Article 4 – Modification de l'article 1.7 du chapitre I de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

1.7- Durée de l'autorisation

La durée de la présente autorisation qui inclut la remise en état (2 années), portant sur la surface d'autorisation de 18 ha 50 a 00 ca définit au paragraphe 1.4 de l'arrêté d'autorisation du 06 juillet 2009, est fixée à 22 ans en application de l'article L. 515-1.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Dans ce cas, la réalisation des travaux liés à la présente autorisation est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques (article R.512-29 du code de l'environnement).

L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus réalisée à l'échéance du délai correspondant à la durée éventuellement prolongée moins 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Article 5 – Modification de l'article 30 du chapitre X de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'article 30 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacé par :

Article 30 – Montant de référence

30.1 - La durée de l'autorisation est divisé en 5 périodes quinquennales

À chaque période correspond un montant de référence de garantie financière permettant la remise en état maximal au sein de cette période. Les schémas de phasage de l'exploitation et de la remise en état joint en annexe 3 du présent arrêté, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

30.2 - Les montants de référence TTC de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes sont de :

Période considérée à compter de la notification de l'arrêt d'autorisation du 6 juillet 2009	Montant de référence C_R TTC en Euros	Surface en, Ha remise en état pour la période considérée	
		Au début	À la fin
+ 15 à + 20 ans	521 800	17,9	9,3
+ 20 à + 22 ans	200 500	9,3	18,5

Ces montants correspondent à la formule de calcul forfaitaire du montant de référence de la garantie financière fixée par le point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009, pour les carrières en fosse ou à flanc de relief, soit :

$$C_R = \alpha (S1C1 + S2C2 + S3C3)$$

$$\alpha = \frac{\frac{Index}{Index_o} \times 1 + TVA_R}{1 + TVA_o} = 1,088 \quad \text{avec}$$

- Index = indice TP01 juillet 2016 soit 668,48 (102,3 x 6,5345) ;
- Index_o = indice TP01 mai 2009, soit 616,5 ;
- TVA_R = 0,2 (taux à la date du présent arrêté) ;
- TVA_o = 0,196 (taux en janvier 2009).

Article 6 – Modification de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 7 – Modification de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 8 – Modification de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Article 9 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 10 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex Ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 11 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de l'arrondissement de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FLINES-LEZ-RACHES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FLINES-LEZ-RACHES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord <http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-autorisations-2024> et <http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-apc-2024> pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **05 JUIL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



Annexe 1 : Maîtrise foncière

Annexe 2 : Plan de l'état des lieux

Annexe 3 : Plans des garanties financières sur les 2 phases d'exploitation

Annexe 1 : Maîtrise foncière

La S.A.Sablères des Hauts-de-France possède le droit d'exploiter les parcelles concernées par la présente demande d'extension de carrière.

Lieu-dit	Section	Numéro (p=en partie)	Surface cadastrale	Surface PA Périmètre d'Autorisation	Surface PE Périmètre d'Exploitation	Propriété
Bois de Flines	A	54p	0 ha 17 a 70 ca	0 ha 17 a 70 ca	0 ha 15 a 06 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	57	0 ha 08 a 35 ca	0 ha 08 a 35 ca	0 ha 00 a 00 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	6082	0 ha 26 a 94 ca	0 ha 26 a 94 ca	0 ha 19 a 38 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	6083	0 ha 04 a 46 ca	0 ha 04 a 46 ca	0 ha 04 a 46 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	7096	9 ha 84 a 07 ca	8 ha 89 a 00 ca	8 ha 61 a 80 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	7098	0 ha 07 a 25 ca	0 ha 07 a 25 ca	0 ha 00 a 00 ca	SCI Carrières Dhainaut
Bois de Flines	A	7133p	5 ha 86 a 52 ca	4 ha 30 a 00 ca	2 ha 01 a 02 ca	Mr Albert Raton
Bois de Flines	A	7099p	0 ha 10 a 53 ca	0 ha 10 a 53 ca	0 ha 00 a 00 ca	Mr Albert Raton
Les sables	A	79	0 ha 45 a 69 ca	0 ha 45 a 69 ca	0 ha 37 a 95 ca	Mr Jean-Pierre Cabre
Les sables	A	1322p	0 ha 90 a 14 ca	0 ha 90 a 14 ca	0 ha 20 a 00 ca	Mr Jean-Pierre Cabre
Les sables	A	84p	1 ha 37 a 70 ca	1 ha 17 a 97 ca	0 ha 44 a 60 ca	Mr Jean-Bernard Cabre
Les sables	A	77	0 ha 37 a 08 ca	0 ha 37 a 08 ca	0 ha 29 a 86 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables	A	78	0 ha 04 a 10 ca	0 ha 04 a 10 ca	0 ha 04 a 10 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables	A	80	0 ha 46 a 65 ca	0 ha 46 a 65 ca	0 ha 30 a 55 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables	A	7475	0 ha 17 a 70 ca	0 ha 17 a 70 ca	0 ha 11 a 50 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables	A	7476	0 ha 12 a 64 ca	0 ha 12 a 64 ca	0 ha 07 a 91 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables		4758	0 ha 13 a 00 ca	0 ha 13 a 00 ca	0 ha 01 a 67 ca	Mr Hervé Dubus
Les sables		5050	0 ha 69 a 80 ca	0 ha 69 a 80 ca	0 ha 09 a 00 ca	Mr Hervé Dubus
TOTAL Extension			21 ha 20 a 32 ca	18 ha 50 a 00ca	12 ha 98a 86 ca	
+ bande 10 m (*)					00 ha 60 a 00 ca	
Total PE					13 ha 58 a 86 ca	

VU POUR ETRE ANNEXE 05 JUL. 2024
à mon acte en date du

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONCO

05 JUL. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

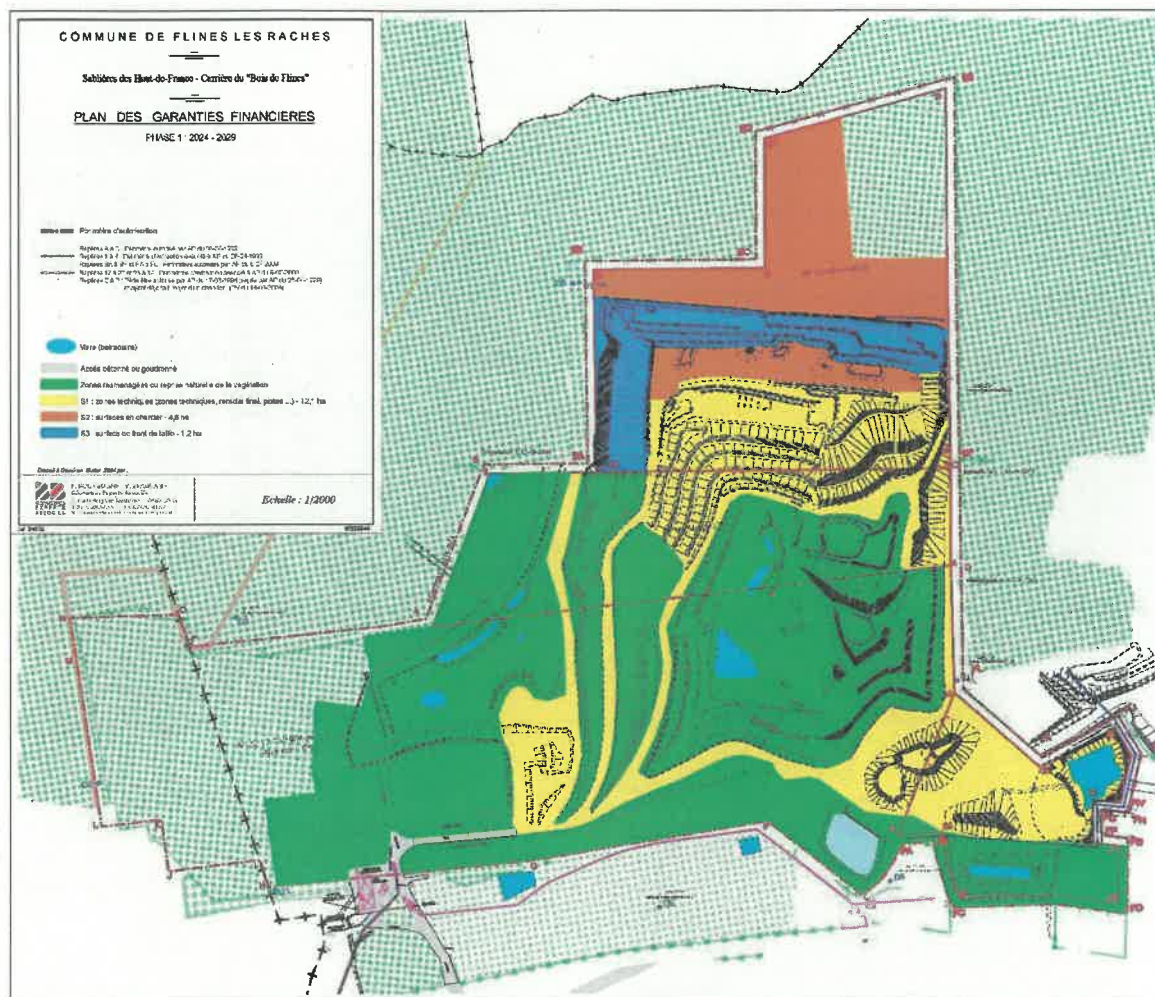
Guillaume AFONSO



ANNEXE 3

IV.3.3. PLANS DES GARANTIES FINANCIERES SUR LES 2 PHASES D'EXPLOITATION

Les deux figures suivantes détaillent la répartition spatiale des garanties financières sur les deux phases d'exploitations par tranche quinquennale.



VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du **05 JUL. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONSO

